

Artigo Selecionado

L'émergence du Brésil: conséquences pour le pays et pour le monde.

(Artigo selecionado para publicação originalmente na "Tribune du Collège Intermarmées de Défense – CID(**)", das Forças Armadas francesas, como exigência curricular cumprida pelo autor)

José Carlos Braga de Avellar()*

RESUMO

O objetivo do autor é apresentar a ascensão do Brasil, particularmente nos campos econômico, militar e político, e as consequências para o país e o mundo, bem como esclarecer a forma como ele é hoje visto na Europa, mais especificamente na França: uma nação que ainda faz frente a inúmeros desafios, mas que, sem exageros, deixou de ser uma promessa para tornar-se um ator de primeira ordem no cenário internacional.

Palavras-chave: Brasil. Potência emergente. Econômica, militar e política. Relações Internacionais.

L'émergence du Brésil : conséquences pour le pays et pour le monde

Le 21 septembre 2004, l'image du premier ministre Indien Manmohan Singh, le Japonais Junichiro Koizumi, le vice président Allemand Joschka Fischer et le président Brésilien Luís Inácio Lula da Silva se donnant la main, affichant ainsi leur solidarité et leur détermination à obtenir un siège de membre permanent au CS/NU a marqué les esprits lors de l'ouverture de la 59e Session de l'Assemblée Général de l'ONU. L'Allemagne et le Japon, deux géants économiques vaincus pendant la 2^{ème} Guerre mondiale, l'Inde et le Brésil, les deux plus grands et plus importants pays en développement (la Russie et la Chine étant déjà membres du CS) ont manifesté l'intention de bâtir une alliance pour défendre leurs candidatures, dans le cadre de la réforme des Nations Unies.

Cet événement n'est sans doute pas

étranger à l'appréciation du président Nicolas Sarkozy sur les « trois dangers qui menacent le monde ». Les deux premiers seraient la crise iranienne et le début d'un affrontement entre l'Orient et l'Occident. Le troisième dépendrait de la réussite ou de l'échec d'un défi contemporain: "comment intégrer les géants que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil et d'autres pays émergents?"¹.

En ce qui concerne le Brésil, est-ce que son état de développement le classe parmi les pays émergents? Certes, il reste beaucoup à faire sur le thème de la construction nationale brésilienne, en particulier dans le domaine politique et social. Mais, si la réponse à la question posée est positive, quelles seraient les conséquences pour le monde et pour ce pays? A la vérité, le Brésil est une puissance émergente, ce qui a des incidences sur lui-même mais aussi sur le système international.

Pour répondre à ces questions, il convient d'analyser quelques facteurs de la puissance brésilienne sur les plans économique, militaire et diplomatique.

Une économie dynamique

Aujourd'hui le Brésil possède une économie solide et dynamique. L'inflation est contrôlée, les exportations progressent et l'économie se développe à un rythme modéré. En 2007, le PIB brésilien a connu une croissance continue, montrant une économie plus saine. Son produit intérieur brut² était évalué en 2006 entre 1.300 et 1.600 milliards de dollars, le plaçant parmi les huit plus grandes économies du monde et donc la

(*)O autor é Coronel da Arma de Cavalaria do Exército Brasileiro, graduado pela Academia Militar das Agulhas Negras (AMAN) e doutorado em Ciências Militares pela Escola de Comando e Estado-Maior do Exército (ECEME). Atualmente é aluno do Collège Intermarmées de Défense (CID). (Email: bavellar@hotmail.com)

plus grande puissance d'Amérique Latine. La monnaie nationale, le Réal, s'est réévaluée fortement face au dollar depuis 2004. Le risque pays³ aussi s'améliore de façon continue et la bourse de São Paulo bat des records tous les jours.

L'économie présente une industrie et une agriculture variées et le secteur des services se développe de plus en plus. Le Brésil a renforcé ses exportations, dès 2004, atteignant en 2006 le niveau de 137,5 milliards de dollars, tandis que les importations ont représenté 91,4 milliards de dollars. Le solde commercial est positif de 46 milliards de dollars⁴. À l'origine, basée sur la production naturelle (le soja, le minerai de fer, le café, le sucre, la viande...), le Brésil exporte aujourd'hui des produits manufacturés comme des plates-formes pour l'exploitation de pétrole, des avions, des véhicules, des chaussures.... À partir de 2006, le pays est devenu exportateur de capitaux. Embraer (fabrication d'avions), Gerdau (sidérurgiste), Petrobras (domaine pétrolière) et CVRD (entreprise minière) sont des exemples d'entreprises brésiliennes très dynamiques à l'export. De l'autre côté, les investissements étrangers au Brésil ont augmenté de l'ordre de 66% en 2007 par rapport à 2006⁵.

Tôt au tard, il faudra compter sur l'essor économique brésilien. Aujourd'hui, dans une réaction naturelle, les produits brésiliens font l'objet de barrières commerciales dans des pays où une partie de l'économie est concurrencée par ces produits exportés. Il est vrai, néanmoins que quelques produits brésiliens ne sont pas encore adaptés aux normes locales. Bien qu'il n'existe pas une définition précise pour "barrières commerciales", celles-ci peuvent être considérées comme les lois, les règlements, les politiques, inclus les subventions, les mesures ou les pratiques gouvernementales qui imposent des restrictions au commerce extérieur. Le gouvernement Brésilien perçoit la réduction de ces barrières comme vitale

pour le développement des relations commerciales.

Quoi qu'il en soit, la recherche de solution est toujours présente dans des forums internationaux compétents tels que l'Organisation Internationale du Commerce (OMC) ainsi que dans d'autres forums diplomatiques.

Des Armées professionnelles et performantes

Actuellement, et selon plusieurs analystes⁶, les armées brésiliennes sont les plus puissantes de l'Amérique du Sud. Le succès militaire récent de la MINUSTAH, en HAÏTI, où le Brésil est la nation cadre et fournit la plupart des effectifs, a prouvé sa capacité à remplir aussi des missions de paix.

Ce succès est très peu connu, même au Brésil. La MINUSTAH a trouvé un pays complètement désorganisé quand elle est arrivée en Haïti, en juin 2004, avec un mandat de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Les fusillades se produisaient au grand jour, les villes étaient complètement contrôlées par des milices clandestines et des bandes armées. Dans des secteurs comme celui de Cité Soleil, le quartier le plus dangereux de Port au Prince, même les "casques bleus" n'osaient entrer. Après trois années d'opérations, les forces de la MINUSTAH ont désorganisé les dernières bandes qui restaient en action. Aujourd'hui la nation est pacifiée et prête à la reconstruction économique et sociale. Une étude faite par l'ONU montre que 78% de la population locale approuve la mission de paix mise en œuvre par les Brésiliens. Cette réussite est à porter au crédit de son commandement et au professionnalisme de ses soldats.

Néanmoins, les armées du pays demandent des nouveaux investissements, ce que de nombreux voisins font depuis quelques années. Le gouvernement brésilien a donc annoncé récemment l'augmentation du budget de défense pour les prochaines

années. Une prévision d'augmentation de 30% du budget de la défense et la mise en place d'un budget spécifique pour la modernisation des armées sont prévues pour 2008. Outre le besoin d'entretenir la capacité de dissuasion conventionnelle du pays, ces mesures vont permettre de mieux préparer les armées pour d'autres opérations au sein de l'ONU.

En ce qui concerne le nucléaire, ayant signé le Traité de Non Prolifération (TNP) le pays a renoncé à la production nucléaire à des fins militaires. En revanche, le Brésil maîtrise le cycle d'enrichissement d'uranium à des fins pacifiques. Maintenant, il oriente sa production à l'échelle industrielle, ainsi que prévoit la construction de sous-marins à propulsion nucléaire. La Marine du Brésil est à l'origine de ces succès. Ces activités se font en respectant strictement les normes de l'Agence Internationale d'Énergie Nucléaire (AIEN).

L'Armée de l'Air brésilienne encadre le programme spatial du pays. Le 30 mars 2006 le LCL Marcos César Pontes à bord du vaisseau Soyouz TMA-8 est devenu le premier spationaute brésilien de l'histoire. Encore faibles mais constants, les investissements dans ce domaine ont permis l'implantation de centres informatiques de haut niveau, de laboratoires de tests et essais de systèmes, de stations terrestres pour le contrôle et la réception des données transmises par satellites, de bases pour le lancement de fusées et la formation de personnel hautement qualifié. Aujourd'hui, le programme spatial poursuit le développement de lanceurs qui permettront de mettre en orbite des satellites. La base de lancement d'Alcântara, disposant d'une localisation privilégiée par rapport à l'équateur, permet aux fusées spatiales d'économiser leur carburant au décollage. Cet atout a permis un rapprochement dans ce domaine avec la Russie, mais aussi avec la Chine, pays avec lequel le Brésil est associé pour le lancement de satellites.

Une diplomatie présente

Il faut comprendre que la diplomatie Brésilienne perçoit la réalité multipolaire comme un facteur souhaitable pour l'amélioration des relations internationales. De cette façon, la constante évolution des relations avec les pays développés, aussi bien qu'avec les pays en développement, a pour objectif de contribuer à bâtir la stabilité et la paix mondiale. La construction d'un nouvel ordre mondial plus juste est au centre de la diplomatie brésilienne, tout en respectant la souveraineté des nations et le droit international. La construction d'un nouvel ordre mondial passe, selon la politique extérieure brésilienne, par le respect des droits fondamentaux de l'homme ainsi que par la protection de l'environnement.

Pour cela, le développement et la construction d'un environnement régional stable est incontournable. L'Amérique du Sud étant une priorité pour le Brésil, la consolidation et l'approfondissement du Marché Commun du Sud (Mercosur) représente le premier pas vers la création d'une zone de libre-échange entre les Amériques (ZLEA) et un possible accord de libre-échange avec l'Union Européenne. D'ailleurs, la stabilité économique sud-américaine, mais aussi politique et sociale doit être considérée comme vitale par les pays développés. Cette stabilité passe par le développement économique dont l'une des conditions est l'accès aux marchés internationaux. Pour donner un exemple, le narcotrafic dispose aujourd'hui de bases dans des pays sud-américains. Ce trafic transite par le Brésil avant d'arriver en Europe et aux Etats-Unis. Seul le développement économique de cette région permettra d'endiguer ce fléau.

Le Brésil reconnaît sa responsabilité comme moteur du processus de développement et de stabilité, à cause de

son poids économique, militaire et diplomatique. Cette tâche est évidente au simple examen d'une carte de la région. Sa position et sa dimension géopolitique démontre son importance, puisque il a des frontières avec presque tous les pays sud-américains. Aujourd'hui, ces frontières sont plus un facteur d'intégration que de division.

Reconnaissant le besoin de renforcer ses relations avec les pays en développement, le Brésil a pris l'initiative d'organiser le G 20, groupe de pays en voie de développement. Ce groupe cherche à participer aux discussions les plus importantes au sein de l'OMC, mais aussi à influencer la construction du nouvel ordre international.

Des groupes d'investissement internationaux ont créé l'acronyme BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), pour désigner les pays émergents, dont le poids au niveau de l'économie mondiale est en augmentation constante, au début du XXI^e siècle. Le Brésil essaye d'intensifier les relations avec ces pays et d'exploiter leur complémentarité. En 2006, dans ce contexte, la Chine est devenu le deuxième fournisseur du Brésil. Ces relations commerciales permettent d'envisager le renforcement des relations diplomatiques et de militaires.

Les pays développés ne doivent pas négliger l'émergence des BRIC mais aussi celle d'autres pays comme l'Afrique du Sud, le Mexique ou l'Argentine. Tous ces pays participent à la recomposition des relations internationales. Selon le gouvernement brésilien, la légitimité et la cohérence du Conseil de Sécurité de l'ONU dépend du nombre et de la composition des membres du Conseil de Sécurité, ainsi que de la préservation de sa viabilité opérationnelle. Conscient de ces changements, le Président Français Nicolas Sarkozy⁷ a demandé l'élargissement du Conseil de Sécurité des Nations unies à l'Allemagne, au Japon, à l'Inde et au Brésil et la transformation du G 8

en G 13. "Les réformes engagées en 2005 dans le système des Nations Unies vont dans le bon sens. Ce qui a manqué jusqu'à présent est la volonté politique de les mener à terme", a déclaré le président français lors de l'ouverture de la 15^{ème} conférence des ambassadeurs, à Paris. Dans ce cadre, M. Sarkozy s'est prononcé pour "l'élargissement nécessaire du Conseil de Sécurité, dans les deux catégories de ses membres, avec comme nouveaux membres permanents l'Allemagne, le Japon, l'Inde, le Brésil et une juste représentation de l'Afrique". Le Conseil de sécurité compte aujourd'hui cinq membres permanents (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) et 10 membres non permanents. Le président français a par ailleurs souhaité que le G 8 s'élargisse à la Chine, à l'Inde, au Brésil, au Mexique et à l'Afrique du Sud. Le dialogue avec les dirigeants de ces pays lors des derniers sommets du G 8 "devrait être institutionnalisé et durer une journée pleine", a proposé M. Sarkozy. Il a justifié cette évolution par "la nécessité d'une coopération étroite entre les pays les plus industrialisés et les grands pays émergents pour lutter contre le changement climatique".

Quand M Sarkozy parle d'intégration il pense à l'opportunité de nouveaux échanges de toute nature avec ces nouveaux centres de pouvoir, mais aussi à la nécessité de ne pas laisser créer des groupes de pays très puissants mis à l'écart du système occidental (ce qui risquerait de se passer si l'intégration ne réussit pas). Il comprend aussi que pour partie, la clef de cette intégration réside dans la politique intérieure des pays développés, en ce qui concerne l'adaptation des secteurs économiques internes et concurrents, vis-à-vis des nouvelles puissances. Pour cela la suspension de subventions aux productions, mais aussi d'autres barrières commerciales s'imposent. L'autre aspect tient à la capacité des pays comme le Brésil à s'adapter aux normes tout en restant compétitif. Tout cela

est la conséquence d'une vérité : la composition de la puissance mondiale est en train de changer. Pour rester cohérent avec ses objectifs, le CS/NU doit évoluer.

Néanmoins, il paraît y avoir un consensus concernant la nécessité de reformer la composition du CS. Ce qui posera débat, c'est sa nouvelle configuration et le pouvoir attribué aux nouveaux membres. Certes, un siège permanent entraînera pour eux des nouvelles responsabilités et une augmentation des dépenses. Le Brésil est prêt à les assumer. Aujourd'hui, le pays contribue au dixième du budget régulier et représente la plus grande contribution des pays en voie de développement. Il attend de voir confirmée sa participation aux décisions pour augmenter ses contributions, financières ou matérielle.

acquis importants importants pour le développement de la coopération internationale.

Conclusion

La puissance brésilienne s'accroît. Aujourd'hui le niveau de son économie, de ses armées et de l'action de sa diplomatie démontre une puissance émergente prête à assumer ses responsabilités à côté des puissances mondiales. Cette nouvelle réalité ne peut pas être négligée dans les forums internationaux sous peine de manque de cohérence, puisque ces institutions doivent refléter la réalité des principaux enjeux contemporains.

De ce qui découle de ses responsabilités, le Brésil est prêt à continuer de participer et d'amplifier son rôle dans la construction du nouvel ordre mondial, basé sur le respect des droits de l'homme, de la souveraineté des nations, de la démocratisation du système international et de la paix mondiale. C'est bien dans l'esprit de la tradition brésilienne.

Enfin, le président français a raison quand il emploie le mot "défi" pour soutenir l'intégration du Brésil et d'autres pays dans le nouvel ordre mondial. C'est un défi qui sera gagné dans le temps et qui permettra des